

Éducation citoyenne : Au cœur du débat de l'AJS-Mali !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 02 NOVEMBRE 2021

965

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Année scolaire 2021-2022

Dr Choguel en chef de chantier

En dépit de la crise latente entre le gouvernement et les syndicats signataires du 15 octobre 2016, relative à l'application de l'article 39 du statut du personnel enseignant, les élèves ont repris le chemin de l'école sur l'ensemble du territoire. ...



Assistance Humanitaire : L'Union Européenne renouvelle son soutien au Mali



Des hommes politiques nostalgiques : La tête de Choguel mise à prix !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

01 Sept.
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

798

Nouveaux cas confirmés

25

Nouveaux guéris

08

Nouveaux décès

02

Au cours des dernières 24 H

45 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
15 cas graves en soins intensifs
247 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

16 098

Guéris

14 667

Décès

565

dont 786 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.19



P.20



/ Une /



Année scolaire 2021-2022 : Dr Choguel en chef de chantier

P.5

/ Brèves /



Assises nationales de la refondation : Les propositions du Collectif Intégrateur des Imouchagh et Alliés de Tombouctou

P.11

Adoption de la Résolution 1325 : Notre pays célèbre le 21^e anniversaire Comité de pilotage du FAFE : Proposer de nouvelles pistes pour plus de performance

P.11

Cherté de la vie : Les factures d'électricité de septembre sont très salées

P.12

COP26 : Les dirigeants africains vont rappeler aux pays riches leurs promesses au continent

P.12

Prix du pain : Le gouvernement dément l'augmentation

P.13

Assistance Humanitaire : L'Union Européenne renouvelle son soutien au Mali

P.13

Des hommes politiques nostalgiques : La tête de Choguel mise à prix !

P.14

P.14

/ Actualité /



Lutte contre la corruption : La justice aux troussees des délinquants financiers

P.16

Justice : Les activités du projet UNITAR lancés

P.18

Éducation citoyenne : Au cœur du débat de l'AJS-Mali !

P.19

/ Politique /



Gestion des transitions en Afrique : Pourquoi la pression sur le Mali Mali : Requiem de la françafrique

P.20

P.21

/ Culture & société /



Les Chroniques du Doyen : Cheikh Tahirou Doucouré, le messager de la paix (Par Majib Sène)

P.24

/ International /



Climat : Pourquoi le charbon freine les engagements du G20

P.26

Éthiopie : Les rebelles tigréens affirment être entrés dans la ville de Kombolcha

P.27

Éric Zemmour : Ou l'Afrique en bouc-émissaire !

P.28

/ Sport /



Avec Bamba Dieng et Pape Gueye : Le Sénégal brille à Marseille

P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65



Année scolaire 2021-2022

Dr Choguel en chef de chantier

Ça y est la rentrée scolaire 2021-2022 est effective sur toute l'étendue du territoire national. Le premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga, a procédé à la cérémonie d'ouverture officielle couplée à l'inauguration des salles de classe réhabilitées au groupe scolaire Inemassa Cissé de Niaréla. C'était le lundi 1er novembre 2021, en présence du ministre de l'éducation nationale, Sidibé Dédéou Ousmane et quelques membres du gouvernement.

En dépit de la crise latente entre le gouvernement et les syndicats signataires du 15 octobre 2016, relative à l'application de l'article 39 du statut du personnel enseignant, les élèves ont repris le chemin de l'école sur l'ensemble du territoire. C'est avec

enthousiasme que les élèves ont regagné les classes complètement rénovées. Cette année, la rentrée scolaire 2021-2022, a été placée sous le thème de la lutte contre le réchauffement climatique. C'est dans cette optique qu'il a été demandé à chaque élève de

planter et d'entretenir un arbre dans son établissement. Le ton a été donné par les autorités politiques qui ont planté des arbres lors de la cérémonie officielle de la rentrée. Ce qui prouve à suffisance que les autorités du pays veulent enclencher une lutte farouche contre

le réchauffement climatique devenu en ces temps une préoccupation mondiale. Très optimiste, Dr Choguel Kokalla Maïga a salué l'esprit patriotique des enseignants qui ont accepté de regagner les classes. « **Je voudrai dire que nous sommes venus célébrer plusieurs évènements. D'abord la rentrée scolaire et aussi, célébrer la réception des milliers de classes réhabilitées sur instruction du Président de la transition, le Colonel Assimi Goita. Notre pays plus que tout autre pays est victime du réchauffement climatique. Symboliquement, nous avons planté des arbres pour lancer le programme "un élève un arbre partout en république du Mali". Nous avons aussi suivi la leçon modèle dans une classe de 2ème année qui portait essentiellement sur la protection de**

l'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique avec bien entendu le soutien et l'appui de plusieurs partenaires. Je voudrai saluer la fondation Orange Mali qui a équipé plusieurs salles de classe en table banc pour permettre aux élèves d'étudier dans les meilleures conditions. C'est un évènement pluridimensionnel qui honore l'ensemble du corps enseignants, l'administration scolaire, tous les acteurs de l'école. Nous espérons que cette année scolaire sera l'une des meilleures que les maliens ont vécu ces dernières années », a-t-il annoncé.

Et de poursuivre : « **Nous espérons aussi que l'esprit qui a conduit à planter des arbres fasse que la lutte contre le réchauffement climatique soit ancrée dans**

l'esprit de la jeunesse malienne comme étant une mission que tous les maliens s'imposent, protéger la nature et lutter contre la désertification. Nous comptons beaucoup sur les comités de gestion scolaire et les collectivités pour la matérialisation de ces volontés affichées par les plus hautes autorités. Voici les messages que je voudrais faire passer. J'ai dit aux enfants que tout ce que fait ce gouvernement, c'est pour leur avenir. Nous voulons poser les bases, les fondations du Mali nouveau dont eux cueilleront les fruits dans quelques années, dans quelques décennies », a-t-il insisté.

■ Ibrahim Sanogo



■ Ministère De L'Emploi Et De La Formation Professionnelle Du Mali



Visite de Terrain : la ferme FEMABIO de ASSIM AL-PHAGALO impressionne le Ministre Bakary Doumbia
Situé à 5 Km de Koulikoro, d'une superficie de 2 hectares, la ferme FEMABIO est équipée d'un système d'irrigation de goutte à goutte. La ferme emploie 5 permanents et reçoit des stagiaires de l'IPR. Assim Alphagalo, le promoteur de la ferme est un sortant de l'IPR. Il évolue dans la production de la pomme de terre, banane, haricots, etc. Selon lui au début c'était très difficile mais aujourd'hui son chiffre d'affaires avoisine les 3 millions de francs CFA, en témoigne l'accroissement de la clientèle à 200 en 2021 contre 50 en 2019

Ce fut l'occasion pour le Ministre de féliciter et d'encourager le jeune Assim avant de rappeler sa ferme conviction que le secteur agricole est l'un des secteurs qui offre plus d'opportunité d'emploi. C'est à pourquoi le Ministère en charge de l'entreprenariat national, de l'emploi et de la formation professionnelle organisera un forum national sur l'entreprenariat des jeunes et des femmes en milieu rural les 11, 12 et 13 novembre 2021 à Ségou martela le Ministre.

Vivement que d'autres jeunes emboite le pas de la ferme FEMABIO !



Lancement de la session de formation des jeunes sur l'approche HIMO, le Ministre Bakary Doumbia invite les élus locaux à planifier dans leurs programmes de développement des infrastructures socioéconomiques de petite ou moyenne dimension à réaliser par la main d'œuvre locale au profit de la population.

Initiée par l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des jeunes #APEJ, la cérémonie de session de formation a été présidée par le Ministre de l'entreprenariat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à Koulikoro. C'était en présence du Gouverneur de la région et des autorités administratives en plus des 33 bénéficiaires.

Il est à noter que les activités à Haute intensité de main d'œuvre (HIMO) constituent l'une des approches les plus pertinentes dans le domaine de l'investissement local. En ce sens qu'en plus d'occuper une main d'œuvre à risque et de leur fournir un revenu, elles permettent de renforcer la cohésion sociale entre les communautés;



■ Présidence de la République du Mali

Koulouba | 01 Novembre 2021 | #Sécurité

Libération des trois employés chinois de l'entreprise de construction COVEC, enlevés le 17 juillet 2021 sur l'axe Nara- Kwala. Cette libération qui intervient, trois semaines après celle de la sœur catholique colombienne, Gloria Cécilia NARVAEZ, a été possible grâce à la conjonction des efforts Forces de Défense et de Sécurité, des Forces spéciales et des services de renseignements qui ont fortement bénéficié de l'appui et de la couverture des hélicoptères MI 171, récemment acquis par l'Armée de l'Air. Tout en saluant le courage des trois ex otages, le Président de la Transition félicite également les différentes forces pour leur professionnalisme.

Par la même occasion, il réitère la ferme volonté des autorités maliennes à obtenir la libération de toutes les personnes retenues en otage sur le territoire le malien.



Urgent: Libération des trois employés chinois de l'entreprise de construction COVEC, enlevés le 17 juillet 2021 sur l'axe Nara- Kwala. Cette libération intervient, trois semaines après celle de la sœur catholique colombienne, Gloria Cécilia NARVAEZ.

■ FIGARO DU MALI



Visite de la Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux droits de l'homme au Mali du 1

au 6 novembre

La Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux droits de l'homme, Ilze Brands Kehris, effectuera une visite de six jours au Mali à partir du 1er novembre pour s'entretenir avec un large éventail d'interlocuteurs de la situation des droits de l'homme au Mali et dans la région du Sahel.

Au cours de sa visite, elle rencontrera des hauts représentants du gouvernement, le Chef de la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL), des hauts représentants du G5 Sahel, dont le Secrétaire Exécutif et le Commandant de la force conjointe, des membres du corps diplomatique, ainsi que l'institution nationale des droits de l'homme et d'autres entités.

La Sous-Secrétaire générale s'entretiendra également avec l'équipe dirigeante de la MINUSMA, la mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali, et d'autres responsables des Nations Unies basés dans le pays.

Elle interagira également avec diverses organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile, des dirigeants communautaires et des associations de jeunes, ainsi que des autorités religieuses et traditionnelles.

À la fin de la mission, la Sous-Secrétaire générale Brands Kehris publiera une déclaration abordant certaines des questions clés soulevées lors de sa visite au Mali.



■ Théâtre 100%TV Mali



Koulouba | 01 Novembre 2021 | #Sécurité

Libération des trois employés chinois de l'entreprise de construction COVEC, enlevés le 17 juillet 2021 sur l'axe Nara- Kwala. Cette libération qui intervient, trois semaines après celle de la sœur catholique colombienne, Gloria Cécilia NARVAEZ, a été possible grâce à la conjonction des efforts Forces de Défense et de Sécurité, des Forces spéciales et des services de renseignements qui ont fortement bénéficié de l'appui et de la couverture des hélicoptères MI 171, récemment acquis par l'Armée de l'Air.

Tout en saluant le courage des trois ex otages, le Président de la Transition félicite également les différentes forces pour leur professionnalisme.

Par la même occasion, il réitère la ferme volonté des autorités ma-

liennes à obtenir la libération de toutes les personnes retenues en otage sur le territoire malien.



■ Vive Les Aigles du Mali



Une première pour Amadou Danté !

Le latéral gauche malien de Sturm Graz en première division autrichienne Amadou pourrait faire ses débuts avec les Aigles lors deux prochains matches des Aigles du Mali comptant pour les éliminatoires de la Coupe du Monde Qatar 2022 .Selon une source digne de confiance , le champion d'Afrique U20 aurait déjà reçu sa convocation



■ Ammy Baba Cisse



Le groupe ABC MÉDIAS veut éviter toute collision avec le Procureur Idrissa Toure. Nous voulons améliorer nos options et fortifier l'audace

d'une génération. Après le FIGARO DU MALI, la Radio Sahel FM Baguineda 89.1 Mhz, nous aspirons concrétiser SAHEL TV. Voici ici, un acte qui ne précède aucun grand discours. Des logiciels non piratés, avec licences et garantie. Ici, c'est Moussa TOURE qui assure cette aventure, un sac à dos du monde de la télévision. Nous voulons diffuser en professionnels, avec nos petits moyens. Nous avons besoin d'être soutenus. Merci à chacun.



■ DICKO NEWS



Si le directeur général de #INPSgagne plus de 50 millions par mois, combien gagnent les directeurs régionaux ?
Ko, À connais pas à demander

■ Radio Guintan



Le pont reliant Diabaly et Dogofry détruit par les groupes armés coupant la ville de Niono



Sport : Le trophée de la CAN présenté officiellement ce lundi au Mali par Total. A.C Guintan

■ Energie Fm 107.9



Koulouba | 01 Novembre 2021 | #Sécurité
Libération des trois employés chinois de l'entreprise de construction COVEC, enlevés le 17 juil-

let 2021 sur l'axe Nara- Kwala. Cette libération qui intervient, trois semaines après celle de la sœur catholique colombienne, Gloria Cécilia NARVAEZ, a été possible grâce à la conjonction des efforts Forces de Défense et de Sécurité, des Forces spéciales et des services de renseignements qui ont fortement bénéficié de l'appui et de la couverture des hélicoptères MI 171, récemment acquis par l'Armée de l'Air.

Tout en saluant le courage des trois ex otages, le Président de la Transition félicite également les différentes forces pour leur professionnalisme.

Par la même occasion, il réitère la ferme volonté des autorités maliennes à obtenir la libération de toutes les personnes retenues en otage sur le territoire le malien.

Source : Présidence de la République



■ Kemi Seba Officiel



Maître Prosper Farama, ténor du barreau en Afrique francophone, avocat de la famille de Thomas Sankara, et qui m'avait déjà défendu en 2019, a décidé de me défendre lui aussi dans cette dernière arrestation et expulsion politique orchestrée par les valets de la FRANÇA-FRIQUE.



■ Kati 24



Libération des trois employés chinois de l'entreprise de construction COVEC, enlevés le 17 juillet 2021 sur l'axe Nara- Kwala. Cette libération qui intervient, trois semaines après celle de la sœur catholique colombienne, Gloria Cécilia NARVAEZ, a été possible grâce à la conjonction des efforts Forces de Défense et de Sécurité, des Forces spéciales et des services de renseignements qui ont fortement bénéficié de l'appui et de la couverture des hélicoptères MI 171, récemment acquis par l'Armée de l'Air.

Tout en saluant le courage des trois ex otages, le Président de la Transition félicite également les différentes forces pour leur professionnalisme.

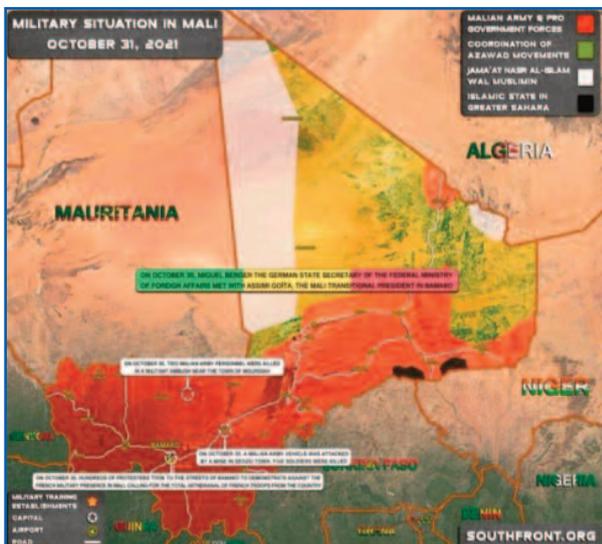
Par la même occasion, il réitère la ferme volonté des autorités maliennes à obtenir la libération de toutes les personnes retenues en otage sur le territoire le malien.



■ Walid Le Berbère



On dirait que les allemands suivent la situation sécuritaire au #Mali depuis la planète Mars.....#Sahel



■ Housseyne Ag Issa



#Chine #Sahel #Mali La présidence malienne vient d'annoncé que les trois otages chinois kidnappés il y a des mois à la frontière malienne/ mauritanienne ont été libérés. La présidence n'a pas donné plus des détails.

■ Choguel Kokalla Maiga



J'ai procédé ce matin, accompagné de plusieurs membres de mon Gouvernement au lancement de l'année scolaire 2021-2022 au Groupe Scolaire Inémassa Cissé à Niarela où j'ai remis les clés des salles de classes réhabilitées par le Président de la Transition S. E. M Assimi GOITA.

■ Mamadou Ismaila KONATE



Là est le vrai challenge...ils sont peu nombreux à respecter la parole donnée. Ils brandissent la force des armes par la suite pour s'imposer à tous. Or, tout se qui commence un jour, qui se poursuit, connaît une fin. Le au sommet de l'Etat = autorité de loi +force des armes !

■ Primature du Mali



La communauté Kel Essouk soutient la refondation. Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M.Choguel Kokalla Maiga a reçu, ce lundi 1er novembre 2021, une délégation de la communauté Kel Essouk conduite par le maire de la commune de Tessit, M.Ibrahim Ag Effanfane. M.Ibrahim Ag Effanfane a affirmé au Premier ministre, le soutien de la communauté Kel Essouk à la Transition et souhaiterait sa prolongation afin de mieux asseoir toutes les réformes nécessaires au nouveau Mali, le Mali Koura.

Le Chef du Gouvernement a invité les membres de la communauté Kel Essouk aux Assises Nationales de la Refondation. « Nous voulons que vous occupiez toute votre place dans l'organisation des ANR » a conclu M.Maiga. CCRP/Primature



Assises nationales de la refondation : Les propositions du Collectif Intégrateur des Imouchagh et Alliés de Tombouctou

Le Collectif Intégrateur des Imouchagh et Alliés de la Région de Tombouctou (CIAT) a été reçu, mardi dernier, par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. Au cours des échanges, le CIAT, dont le slogan est : « Restaurons les valeurs qui nous unissent », a fait un rappel historique de ce que sont les Imouchagh dans la Région de Tombouctou et le rôle qu'ils ont joué en tant que patriotes lors de la lutte anticoloniale. S'adressant à la presse, le président national du CIAT, Ibrahim Ag Nock, a expliqué que la rencontre a permis d'aborder le rôle que les Imouchagh doivent jouer dans le processus des Assises nationales de la refondation (ANR).

Il indiquera que son Collectif propose que la refondation assure une approche inclusive pour avoir une bonne thérapie au niveau national en termes de réformes du code électoral, des questions de paix et de sécurité. Y compris des réformes au niveau social et de l'administration. Selon Ibrahim Ag Nock, les ANR doivent nous aider à contextualiser notre démocratie. « Nous devons nous assurer que les organes que nous mettons en place soient réellement l'aspiration des communautés à la base afin que nous puissions toucher du doigt les vraies problématiques de nos communautés », a-t-il développé.

En outre, a fait savoir Ibrahim Ag Nock, le CIAT travaillera avec le ministre de la Refondation de l'État, chargé des Relations avec les Institutions pour une meilleure internalisation des propositions du Collectif



et une implication effective des différents organes du CIAT dans les travaux des ANR. Par ailleurs, le CIAT a rendu hommage aux autorités de la Transition avant de solliciter leur aide à ce que le Collectif soit reconnu comme un dispositif qui puisse assurer l'intermédiation sociale pour le retour de la paix.

Mohamed D. DIAWARA



Adoption de la Résolution 1325 : Notre pays célèbre le 21^e anniversaire

À l'instar de la communauté internationale, notre pays a célébré hier, le 21^e anniversaire de l'adoption de la Résolution 1325 sur « Femmes, paix et sécurité ». Il s'agit d'une résolution adoptée le 31 octobre 2000 par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour une meilleure implication des femmes dans la gestion des crises et conflits. Dans un communiqué de presse, dont nous avons reçu copie, l'ONU-Femmes a rappelé que le Mali a élaboré un Plan d'action national pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 (PAN R1325).

Le premier PAN R1325 a été élaboré en 2012 et mis à jour dans un second plan d'action de 2015 à 2017, prolongé jusqu'à la fin de 2018 en vue de permettre un état des lieux, un partage des acquis et une révision. Actuellement, selon ce document, un troisième PAN R1325 2019-2023



est en cours de réalisation. L'objectif du PAN est d'encourager la participation des femmes au processus de paix et de réconciliation et dans la gouvernance post conflit. Il vise également à apporter les éléments pour une meilleure protection dans un contexte de conflit. Selon l'ONU-Femmes, ceci passe par la prise en compte des priorités et besoins spécifiques des femmes, filles, hommes et garçons.

Dans la mise en œuvre du PAN, notre pays a enregistré plusieurs progrès. Au nombre desquels l'organisation onusienne a cité l'adoption de la Loi 052 en 2015 sur la représentativité d'au moins 30% de femmes ou d'hommes pour les postes nominatifs et électifs, la participation de 30% de femmes à la Conférence d'entente nationale en 2017, l'intégration du genre dans la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), à travers la mise en place d'une commission genre et avec la représentativité de 20% de femmes dans la Commission et l'intégration de la perspective genre dans tous les travaux de la Commission. S'y ajoute la participation effective de neuf femmes (31%) au Comité de Suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.

À cette occasion, l'ONU-Femmes a rendu hommage à ses partenaires qui contribuent au financement des projets de la mise en œuvre du PAN R1325. Il s'agit de la Suisse, des Royaumes du Danemark, de la Suède, de la Norvège, de la Belgique et le Fonds de Consolidation pour la Paix (PBF). Le Fonds des Femmes pour la Paix et l'Action Humanitaire (WPHF), la MINUSMA et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en font également partie.

Mohamed D. DIAWARA / Source : L'ESSOR

Comité de pilotage du FAFE : Proposer de nouvelles pistes pour plus de performance



Au titre de l'exercice 2020, le Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) a bénéficié auprès de l'Etat 600 millions de nos francs, pour appuyer financièrement les projets des femmes.

Les travaux de la 10ème réunion du comité de pilotage du Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant (FAFE) ont démarré par une cérémonie d'ouverture présidée par la ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Mme Wadidié Founè Coulibaly. C'était le vendredi 29 octobre 2021 au Centre National de Documentation et d'Information pour la Femme et l'Enfant (CNDIFE).

Pour des contraintes budgétaires, les réunions semestrielles statutaires de la cellule technique du FAFE, n'ont pas pu se tenir conformément aux calendriers arrêtés. Donc, pour cette année, au lieu de deux, elle a tenu une seule. La cheffe du département, Mme la ministre Wadidié Founè Coulibaly, dira que la présente réunion du comité de pilotage offre l'occasion d'identifier et d'examiner les forces, les faiblesses, les opportunités et les insuffisances enregistrées dans l'exécution du programme d'activités de l'année 2020. De même, elle va permettre de tirer des enseignements à la suite de la mise en œuvre des activités. Lesquels doivent servir de levier pour être plus pertinent et réaliste dans la formulation des perspectives 2022.

Tout en nourrissant l'espoir d'une réussite des travaux de la présente réunion du comité de pilotage, a invité les membres siégeant dans ladite instance à des échanges francs. Lesquels devraient permettre de proposer des solutions pertinentes pour corriger les insuffisances constatées.

S'agissant des activités réalisées par la cellule technique, sous le leadership de la Directrice, Kanté Fatoumata Diankoumba, elles s'évaluent en fonction des trois guichets créés pour la circonstance.

Pour le guichet dédié à l'Entrepreneuriat féminin, le FAFE a financé 100 projets de femmes. Parmi lesquels, 42 ont connu des difficultés de paiement. Avec cet appui financier, le FAFE aura permis à 300 femmes

Cherté de la vie : Les factures d'électricité de septembre sont très salées



La clientèle de la Société Énergie du Mali (EDM-SA) a été surprise de voir une forte augmentation sur les factures du mois de septembre. On ne sait pas le pourquoi avec la série de coupures d'électricité. Tout est cher au Mali, avec les plus petits salaires des pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. On se tait comme une carpe. Au moment même, les agents de l'EDM-SA gaspillent l'eau et l'électricité à domicile à moindre coût. Il y a lieu de mettre fin à ces privièges qui tuent l'entreprise.

L'année 2021 est marquée par une cherté de la vie. Tout augmente du jour au lendemain. Au centre de cette vie dure, une crise sociale qui perdure (10 ans de crise sociale et sécuritaire). Elle a eu ses répercussions dans tous les domaines. Chaque jour, les prix des denrées augmentent.

Le Mali, dit-on, pays à vocation agro-pastorale, a basculé en grand consommateur de produits importés. Le mil, le maïs, sorgho que nous consommons sont importés du Burkina Faso. Le kilo de viande avec os coûte 2.700 F CFA, le kilo de poisson séché 4.000 F CFA, le sac de 50 kg de riz gambiaka 22.000 F CFA.

Source : L'Inter de Bamako

de bénéficier des activités génératrices de revenus. A ce niveau, la cellule technique du FAFE a été accompagnée par la BNDA, à travers le système financier décentralisé.

Quant au guichet destiné au renforcement des capacités des associations féminines, plus 5000 femmes ont bénéficié des formations dans ce sens. Celui de la réinsertion socioéconomique des enfants en situation difficile, a permis d'assister plus de 5000 enfants vivant les conditions défavorables.

A noter que cette 10ème réunion avait pour ordre du jour : le compte-rendu de la 9ème session du comité de pilotage ; l'état de mise en œuvre des recommandations de la 9ème session ; le rapport annuel d'activités 2020 ; les activités menées en 2021 par la Cellule technique du FAFE ; et le plan de travail et le budget annuels 2022.

Source : MPFEF

COP26 : Les dirigeants africains vont rappeler aux pays riches leurs promesses au continent



Une vingtaine de chefs d'État africains s'est déplacée à Glasgow pour la 26ème conférence des parties sur le climat (COP26). Ils s'exprimeront, comme tous les autres dirigeants présents, lundi 1er et mardi 2 novembre au cours du sommet de haut niveau, prélude aux négociations. Et ils devraient exprimer les principales revendications de la délégation africaine : en particulier que se concrétise l'aide promise depuis dix ans à l'Afrique pour qu'elle s'adapte au changement climatique.

Les présidents Félix Tshisekedi (RDC), Mohamed Bazoum (Niger), Denis Sassou-Nguesso (Congo-Brazzaville), Ali Bongo (Gabon), Andry Rajoelina (Madagascar), Muhammadu Buhari (Nigeria), Abdel Fattah al-Sissi (Égypte), Nana Akufo-Addo (Ghana), George Weah (Liberia), Uhuru Kenyatta (Kenya)... En tout, une vingtaine de chefs d'État et une trentaine de ministres ont fait le déplacement de Glasgow pour cette COP26 cruciale. Ils auront trois minutes chacun pour porter la voix de l'Afrique. Et pour exprimer d'abord son impatience.

L'Afrique n'a reçu que 70 à 80% des 100 milliards de dollars par an promis pour 2020 par les pays riches pour lui permettre de s'adapter aux événements météo extrêmes de plus en plus fréquents qu'elle subit, à cause d'un réchauffement climatique qu'elle n'a pas créé. Ce montant, par ailleurs largement composé de prêts et non de dons, pourrait n'être atteint qu'en 2023, et il est jugé largement insuffisant. « Ces engagements ont été pris il y a plus d'une dizaine d'années. Chaque année, les pays développés repoussent l'échéance à l'année suivante. (...) C'est une aberration. Ces 100 milliards de dollars ne sont, pour nous, qu'un point de départ, un plancher, et non un point d'arrivée. (...) Ils sont loin d'être suffisants pour faire face à cette crise climatique. »

Les États africains refusent par ailleurs de renoncer au développement économique. Leur discours mettra donc en avant leur besoin de compensation pour service environnemental rendu, si on leur demande de ne plus exploiter leurs forêts ou leurs gisements d'hydrocarbures, afin d'atténuer le réchauffement climatique mondial.

« L'Afrique est responsable de 4% des émissions globales et elle est le continent le plus vulnérable. L'Afrique a besoin de ces moyens financiers pour lutter contre le changement climatique. »

Source : RFI

Prix du pain : Le gouvernement dément l'augmentation



L'Union des boulangers du Mali annonce, dans un communiqué, une augmentation des prix du pain à compter de ce lundi 1er novembre. Le texte signé par son Secrétaire général, Ahmed Dembélé, qui est aussi le Secrétaire général de la Fédération syndicale des boulangers et pâtisseries du Mali, précise que la baguette de 300 g passera de 250 à 300 FCFA pendant que la miche de 150 g sera cédée à 150 FCFA, contre 125 FCFA.

En réaction à cette annonce, le ministère de l'Industrie et du Commerce tient à rassurer les consommateurs que les prix restent inchangés. Dans un communiqué publié dimanche, le chef du département en charge du Commerce rappelle que le protocole d'accord signé le 30 mars 2021 fixant le prix consensuel du pain à 250 FCFA le gros pain et 125 FCFA le petit pain demeure valable et aucune augmentation du prix du pain n'est à l'ordre du jour.

Le communiqué déplore l'annonce de « l'augmentation imminente du prix du pain de 250 FCFA à 300 FCFA et de 125 à 150 FCFA par certains individus malintentionnés sur les réseaux sociaux ». Cette annonce découle de « propos irresponsables » et est de nature à « perturber l'ordre public », fustige le ministre en charge du Commerce. En conséquence, menace-t-il, « aucun manquement ne sera toléré et les auteurs de ces perturbations s'exposent aux sanctions prévues par les textes en vigueur en République du Mali ». Joint par nos soins dimanche, le Secrétaire général de l'Union des boulangers du Mali confie que des pourparlers étaient encore en cours avec les autorités en vue de trouver un accord sur les prix. À suivre...

Mohamed TOURÉ / Source : L'ESSOR

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Assistance Humanitaire : L'Union Européenne renouvelle son soutien au Mali

La Directrice générale de la Protection civile européenne et des Opérations d'aide humanitaire (DG ECHO), Paraskevi Michou, était en visite au Mali du 26 au 28 octobre, pour une mission conjointe avec le Directeur général du Comité International de la Croix-Rouge, Robert Mardini.

Cette visite était l'occasion de rappeler la centralité du respect du droit international humanitaire et des principes humanitaires au Mali, et de réaffirmer la solidarité de l'Europe en particulier, et celle de la communauté internationale envers le peuple malien. Elle a permis des échanges avec les autorités maliennes, sur l'urgence complexe qui affecte le pays.

Au cours de sa visite, Mme Michou a rencontré les autorités maliennes, des représentants des organisations humanitaires internationales, des États membres de l'UE, des agences des Nations unies et de la Croix-Rouge. Elle a visité un centre de prothèse et un camp de déplacés internes à Bamako.

En marge de la visite, la délégation de ECHO a accompagné le Directeur général du CICR, Robert Mardini, lors d'une visite de terrain dans la ville de Mopti, où ils ont visité l'hôpital, le centre orthopédique et un camp de déplacés internes. Ils se sont également entretenus avec la Croix-Rouge Malienne et l'Association des personnes vivant une situation de handicap.

L'Union Européenne a fourni plus de 390 millions d'euros en aide humanitaire au Mali depuis le début de la crise de 2012. C'est un pourvoyeur majeur d'assistance humanitaire : en 2021, l'aide de l'UE au Mali s'élève à 31,9 millions d'euros. Cette assistance permet de répondre aux besoins les plus urgents des populations déplacées et vulnérables dans les zones fragiles, rurales et urbaines, touchées par le conflit.

Ce soutien comprend la fourniture de nourriture, d'articles de première nécessité, d'eau potable et d'assainissement, d'abris d'urgence, de soins de santé primaires et de nutrition, de soins de santé secondaires pour les blessés de guerre, de protection, d'éducation pour les enfants qui ne peuvent plus aller à l'école, de préparation aux catastrophes, d'accès humanitaire par voie aérienne et de coordination de l'acheminement de l'aide.

Yama Diallo



Des hommes politiques nostalgiques : La tête de Choguel mise à prix !



Ingénieux, les hommes politiques maliens pour les besoins de leur "ventre". Aujourd'hui, en lien avec le renvoi du représentant spécial de la CEDEAO, tout comme de l'interpellation de Issa

Kaou Djim, il n'y a pas de doute que des gens tapis dans l'ombre veulent coûte que coûte pousser le Colonel Assimi Goita à se débarrasser du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. Au-delà des caciques de l'ancienne majorité présidentielle, d'autres personnes dans d'autres domaines, sont investis de cette mission. Mais ce sera une erreur fatale pour le Président de la Transition de tomber dans ce piège !

Faire de Choguel Maïga une monnaie de change en contrepartie de leur adhésion à la tenue des Assises nationales de la refondation et à la prorogation de la Transition, voici le dessein sinistre qui alimente les débats dans des états-majors politiques des partis de l'ancienne majorité et dans certains salons feutrés de Bamako. À défaut de pouvoir amener Assimi Goita à entrer dans leur jeu, ces gens qui mènent un combat de personne contre Choguel comptent ainsi entreprendre des actions subversives, dans l'espoir de trouver des partenaires extérieurs pour faire tomber la Transition (la raison du renvoi de Hamidou Boly). Quel dessein sinistre pour des gens qui disent agir au nom des Maliens ! Et depuis, que n'entend-on pas ? "Il faut faire dégager Choguel", "oui à la prorogation de la Transition mais sans Choguel", "le M5-RFP ne représente pas tout le peuple malien, mais une partie du peuple..." "Choguel ne peut pas rassembler les Maliens, il faut un Premier ministre consensuel autour de l'essentiel" ! Ils se permettent mêmes de prendre leur fantasme pour le pouvoir pour de la réalité, arguant que si une partie du peuple, le M5 RFP s'entend, a pu être capable de changer la trajectoire de la démocratie, que n'importe quelle autre partie du peuple peut aussi le faire !

Aussi proposent-ils que la mission de Choguel s'arrête juste après les assises et qu'un Premier ministre prenne le relais. Autrement dit, que l'occasion leur soit donnée de profiter et de croquer à pleines dents les fruits du travail, de la vision et de l'audace de Choguel, mais sans Choguel... Ah, que nos hommes politiques sont ingénieux dans la défense des intérêts de leur ventre !

Yama Diallo



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Lutte contre la corruption : La justice aux trouses des délinquants financiers

Choses prises, choses dues ? Au fond, qui l'aurait cru quand le duo Assimi-Choguel prévenait que la lutte contre la corruption sera implacable et que ceux qui sont appelés à servir l'Etat ne pourront plus se servir de l'Etat impunément ? Ils avaient pourtant prévenu que tous les dossiers scandaleux dont l'achat de l'avion présidentiel, les équipements militaires, la rénovation du palais de Koulouba, etc., ne resteraient pas impunis. Tous les crimes économiques seront sévèrement punis et les auteurs et leurs complices répondront tous de leurs actes de malversations financières, de détournement des deniers publics, de vols, de gabegies et de train de vie ostentatoire. Le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, avait bel et bien déclaré que désormais tous ceux qui servent de l'Etat ne se serviront plus de l'Etat. C'est dans cette perspective que, depuis la fin du Régime d'IBK, les structures et services attitrés dans ce combat pour la protection des maigres ressources financières de l'Etat ont remis leurs Rapports (2019-2020), à savoir le Bureau du Vérificateur Général (BVG), l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI), au Président de la transition, le Colonel Assimi Goïta.

Le Président de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI), Moumouni Guindo, a remis, lors d'une cérémonie déroulée à Koulouba, au Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta, les Rapports 2019 et 2020. Le document révèle plusieurs cas d'enrichissement illicite présumés dont le montant s'élève à plusieurs milliards FCFA. Les deux documents remis au Chef de l'Etat couvrent la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020. Le Président de l'OCLEI, Moumouni Guindo, a expliqué que sa structure a réalisé au titre préventif 19 activités d'information et de sensibilisation à travers le Mali sur 1556 personnes.

En outre, poursuit M. Guindo, cette synergie d'actions entre les Agents de l'OCLEI et ces organisations citées ont contribué à la répression en transmettant à la Justice 9 dossiers d'enrichissement illicite présumé. « La valeur des Biens présumés illicites dans ces 9 dossiers s'élève à 6 milliards 995 millions de FCFA... Les enquêtes de l'OCLEI ont identifié 384 Biens immobiliers, soit 34 maisons d'habitation, 72 bâtiments commerciaux ou professionnels, 139 parcelles ainsi que 78 concessions rurales totalisant 181 hectares », a déclaré le patron de l'Office Central de lutte contre l'Enrichissement Illicite.

Et d'ajouter que toujours à la même période que le montant total des entrées sur les comptes bancaires des 9 personnes s'élève à 3 milliards 671 millions de francs CFA entre la période 2014-2020. Pour le Président de l'OCLEI, ces revenus indûment acquis dépassent loin dans la même période les revenus légitimes de 9 personnes qui, selon lui, s'élè-



vent à 444 millions de FCFA.

Concernant les personnes soupçonnées de s'enrichir illicitement sur les Biens de l'Etat, Moumouni Guindo a indiqué qu'il s'agit bel et bien des Agents de l'Etat. A savoir un Comptable, deux Inspecteurs des Finances, un Inspecteur du Trésor, un Contrôleur financier, deux Maires, un Ministre et un Préfet.

S'agissant des déclarations de Biens, le Président de l'OCLEI informe que ses Agents ont dénombré au niveau de la Cour Suprême 1351 Déclarations déposées sur la période 2019-2020. Lors du traitement de ces dossiers, le Président de l'institution de lutte contre l'enrichissement illicite a constaté « qu'en 2019, le Premier ministre et plusieurs ministres sont restés en fonction plusieurs mois sans avoir procédé à leur déclaration de biens. Le retard a dépassé trois années pour certains d'entre eux », ...

En effet, la lutte contre la corruption promise par les plus hautes Autorités de la Transition connaît une nouvelle tournure avec l'interpellation de plusieurs personnes soupçonnées d'être trempés dans plusieurs scandales qui ont émaillés les deux mandats de l'ancien Président IBK.

En effet, pendant les 7 dernières années (sous le régime calamiteux d'IBK), ce ne sont pas les scandales qui ont manqué. De l'achat de l'avion présidentiel à l'acquisition des équipements militaires pour l'armée malienne en passant par les affaires non moins sulfureuses d'engrais frelatés... Ce régime de destruction nationale s'était abonné aux scandales financiers sur fond de dilapidation des ressources de l'Etat. Au plan financier, les scandales qui ont mis la République au fond du gouffre sont sans précédent dans l'Histoire de notre pays. Aussi, l'achat de 2 hélicos Puma, en 2017 avait

donné lieu à un vaste scandale, après que le Président IBK ait confirmé dans un entretien à Jeune Afrique que les avions achetés sous son magistère sont cloués au sol « faute de maintenance appropriée ». Puis, ce fut au tour du Président de la Commission Défense de l'Assemblée Nationale de l'époque, Karim Kéïta, le fils du Président de la République, de déclarer, lors d'un colloque à Paris : « Les hélicoptères que nous avons achetés ne peuvent plus voler ; ça marchait au début, mais, vraisemblablement, on a un problème d'entretien depuis l'achat et je me demande même si on n'a pas été floué à l'achat»,... Cette déclaration avait à l'époque réveillée des forts soupçons de surfacturation et de malversations portant sur les ressources financières destinées à acquérir des équipements pour l'armée.

Déjà, à l'achat de ces hélicoptères, un Officier Supérieur de l'Armée malienne avait déclaré dans Bloomberg news (parution du 13 juillet 2017) ceci : « Nous avons deux hélicoptères cloués au sol qui ne servent à rien ». Avant de préciser : « Les appareils sont cloués au sol parce que l'Armée ne peut pas obtenir les pièces de rechange ».

Place à la justice ?

1. Guindo a révélé que l'OCLEI a analysé certaines charges du personnel de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS). Il a constaté qu'en dehors de toute légalité, deux Responsables de l'Institut ont perçu 2 milliards 53 millions de F CFA comme indemnités



de départ à la retraite. Par mois, l'un de ces deux Responsables perçoit une pension de plus de 6 millions de francs CFA et, l'autre, plus de 8 millions de francs CFA : « L'OCLEI recommande aux Autorités de procéder au recouvrement des sommes indûment perçues au titre des indemnités et pensions de retraite et de veiller sur le fonctionnement du Conseil d'Administration de l'INPS ».

En saluant la qualité des Rapports produits, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, a déclaré que la lutte contre l'enrichissement illicite et la corruption demeure l'une des priorités de son Gouvernement. « Vos Rapports nous confortent dans notre vision d'un Mali nouveau, un Mali où les citoyens ont

accès à l'eau potable, à la santé, à l'éducation aux routes de bonne qualité », s'est réjoui le Chef de l'Etat qui promet une Gouvernance de rupture et d'exemplarité durant cette période transitoire.

Occasion pour le Colonel Goïta de rappeler que la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite fait partie des préoccupations majeures des Autorités de la Transition. Il a aussi assuré l'OCLEI de son soutien et de celui du Gouvernement. « En quatre années, vous avez dû fournir d'énormes efforts pour aboutir aux résultats qui méritent des encouragements. Nous vous félicitons et vous encourageons à poursuivre votre mission, car le Mali attend beaucoup de vous (...). Nous avons entendu et compris vos préoccupations par rapport à certaines difficultés. Tout sera mis en œuvre pour obtenir la bonne collaboration de tous les agents ainsi que les services publics avec l'OCLEI conformément aux textes en vigueur », a conclu le Chef de l'État.

Les Rapports de l'OCLEI indiquent également que, dans le cadre de ses missions, 19 activités d'informations et de sensibilisation ont été menées à travers le pays. L'office a recommandé aussi qu'il y ait des référents déontologiques dans tous les services de l'État. Rappelons que cette cérémonie de remise des rapports de l'OCLEI est intervenue 48 Heures après celle du Rapport 2020 du Vérificateur Général.

Mohamed Sylla / Source : L'Aube



Justice : Les activités du projet UNITAR lancés

La Cour Suprême du Mali a servi de cadre, le mardi 26 octobre 2021, à l'ouverture du Colloque national sur le contentieux électoral et au lancement des activités du projet UNITAR pour le renforcement des capacités du système judiciaire et la promotion de l'état de droit au Mali. C'était sous la présidence de Mamoudou Kassogué, ministre de la Justice, des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, en présence d'Evarist Karambi, Directeur de la Division pour la Paix de l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), Dr Julian Stueber, représentant de l'ambassadeur d'Allemagne au Mali, Dr Toubaye Koné de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) et plusieurs hautes personnalités de la république.



Dans son discours de lancement, le ministre de la Justice a expliqué que ce projet est né de l'impulsion et de l'engagement d'un Homme pour la cause de la Justice dans notre pays. "J'ai nommé Monsieur Mohamed Sidda Dicko, ancien ministre de la Justice et des Droits de l'Homme. Sa riche expérience, dans le domaine de la formation, du contrôle des services publics ainsi que l'évaluation des ressources humaines, a été déterminante dans l'orientation et la programmation de ce projet, le plus important que l'Institut National de Formation Judiciaire « Maître Demba Diallo » ait connu depuis sa création en 1986", a-t-il dit.

Le colloque s'articulera autour de trois thématiques phares devant faire l'objet de formation au bénéfice des acteurs de la justice et des organisations de la société civile, dans le cadre de ce projet. Il s'agit du contentieux électoral, du respect des règles d'éthique et de déontologie dans le secteur judiciaire et des enquêtes financières.

A en croire M. Kassogué, le lancement des ac-

tivités du Projet UNITAR au Mali, auquel est consacrée la première partie de la présente cérémonie, sera suivi par un colloque de trois jours qui va regrouper l'ensemble des chefs de juridiction et de parquet du Mali, les organisations de la société civile, les acteurs électoraux autour d'une thématique forte : le rôle de la justice dans l'organisation des élections. "De l'avis de beaucoup d'observateurs, seules des élections libres, transparentes, sincères permettront, à nouveau, de recréer le climat de confiance indispensable entre l'élite politique et les populations. Cela voudrait dire que la normalisation de la situation politique passe, nécessairement, par la tenue d'élections crédibles. Ceci dénote du bien-fondé de ce colloque qui est l'occasion, non seulement, de faire l'état des lieux en matière de contentieux électoral, mais aussi de réfléchir et d'échanger sur les bonnes pratiques devant permettre des élections paisibles et transparentes, afin de doter notre pays d'Institutions légitimement fortes pour être à la hauteur des défis complexes et multiples auxquels il fait

face", a expliqué le ministre Kassogué.

En ce qui concerne les activités du Projet l'UNITAR, indique-t-il, elles sont basées principalement sur la formation, il s'agira de former 1850 acteurs de la justice et des organisations de la société civile.

Quant aux questions liées au respect des règles d'éthique et de déontologie, au cœur des activités de formation du Projet, le ministre Kassogué s'est dit convaincu qu'il s'agit là de la colonne vertébrale qui va sous-tendre toute la dynamique de changement vers une justice bâtie autour des valeurs cardinales d'intégrité, de probité et de responsabilité, ne laissant aucune place aux agissements qui déshonorent les acteurs judiciaires et, partant, l'institution judiciaire, elle-même.

Le coût de ce projet s'élève à plus de 281 millions de FCFA, selon Dr Toubaye Koné.

Brehima DIALLO

Source : 22 Septembre

Éducation citoyenne : Au cœur du débat de l'AJS-Mali !

Le développement passe nécessairement par l'implication de tous à la chose publique. C'est fort de cette philosophie que l'Action Jeunesse sociale, a tenu, le 30 octobre 2021, à la mairie de Korofina une assemblée générale. Les échanges ont porté sur le thème suivant : « Citoyenneté active gage du développement et stabilité durable ».

L'AJS est une association non lucrative et apolitique, créée en 2015. Elle a pour but de valoriser et de promouvoir la jeunesse dans le domaine de l'entrepreneuriat national et de l'artisanat. La première intervention de cette rencontre a été celle de Moussa Barry du représentant du maire de la commune I. Il a encouragé la jeunesse à se donner la main pour une sortie rapide du pays de cette situation de crise multiforme qui l'ébranle depuis bientôt 10 ans. En outre, il a invité la jeunesse à promouvoir la cohésion et l'entente nationale. Cette rencontre servira de tremplin pour passer en revue plusieurs questions du pays. Il est temps de rassembler la jeunesse en période de turbulence politico-sécuritaire. Le président de l'Action Jeunesse sociale (AJS), Mahamane Mama Niaré, véritable comblé pour la réussite de cette assemblée gé-

nérale n'a pas manqué de saluer la présence des représentants du ministre de la Réconciliation nationale et celui de la Jeunesse et des Sports. Il s'est dit convaincu que ce genres d'activités constituent un moyen efficace pour résorber le chômage. Il a annoncé la formation de 1000 jeunes afin de lutter contre le chômage, avant d'exhorter la jeunesse à prendre à bras le corps la cohésion sociale et la réconciliation sur l'ensemble du territoire national « **Nous avons initié ce projet dans le but de renforcer les capacités des jeunes afin de lutter contre le chômage et l'extrémisme violent. Et compter sur les membres de l'association pour respecter les engagements de ladite association** », a-t-il dit.

Il est évident que la jeunesse est le fer de lance de tout développement. En termes de

résultat engrangé, il indiquera que l'Action Jeunesse sociale (AJS) a pu mobiliser des fonds afin d'encadrer les jeunes dans beaucoup de domaines. « **Nous comptons former la jeunesse dans un pays de paix et réconciliation** », a lancé Mahamane Mama Niaré comme message à l'ensemble de la jeunesse malienne, avant d'inviter la jeunesse malienne à se joindre au mouvement.

Dans ses propos, le représentant du ministre de la réconciliation et de la cohésion sociale, Assiata Samoura a remercié les membres de l'association pour le choix porté sur le thème de la cohésion sociale et la réconciliation. Selon le chargé de mission du département en charge de réconciliation nationale et de la cohésion sociale, le bureau a œuvré pour la promotion et le développement de la paix et de réconciliation sur toute l'étendue du territoire national. Enfin, il a réitéré le soutien du ministre de la réconciliation Wagué et l'accompagnement probant de son département.

Par ailleurs, le représentant du ministre des sports, Ibrahim Diarra a salué l'initiative qui s'inscrit en droite ligne avec la politique du gouvernement en matière d'éducation citoyenne. Il a invité la jeunesse à plus de responsabilité et d'engagement.

■ Ibrahim Sanogo



Gestion des transitions en Afrique : Pourquoi la pression sur le Mali

Du coup d'État du 22 mars 2012 à nos jours, la souveraineté du Mali a été bafouée par l'ingérence de la Communauté internationale dans les affaires intérieures de notre pays. Elle profite de sa mission de suivi de l'application de l'Accord de paix de 2015 pour semer la zizanie dans notre pays, afin d'atteindre son objectif : diviser le Mali. Et toute autorité malienne, qui ne va pas dans ce sens, sera combattue à l'image de celle de la transition qui s'est engagée à restaurer l'honneur et la dignité du peuple malien à travers des actions courageuses et dignes.



Le Mali, à l'instar du Soudan, du Tchad et de la Guinée Conakry, est dirigé par une transition politique dont la mission à elle confiée est l'organisation des élections libres, crédibles et transparentes. Et cela, après la sécurisation du territoire national menacé par des groupes terroristes et leurs complices et l'adoption de nouveaux textes à l'issue d'un débat national. Ce sentiment est largement partagé par les Maliens. Mais, du côté des partenaires venus lutter contre le terrorisme, c'est un autre son de cloche : les élections ou le chaos. Ce qui nous amène à dire qu'il y a un paradoxe dans la gestion des transitions en Afrique.

Contrairement au Mali, les autres pays, à savoir le Soudan, le Tchad et la Guinée Conakry, dirigés aussi par des militaires, sont adoués par la communauté internationale qui les soutient malgré le coup de force perpétré contre un régime démocratiquement élu. Cet état de

fait n'empêche pas à ces États de bénéficier de son assistance sur tous les plans et au même moment on met la pression sur le Mali pour qu'il sacrifie ses filles et fils sur l'autel des élections qui ne profitent qu'à une poignée de dirigeants politiques apatrides, dont la gestion a plongé le pays dans des crises politico-sécuritaires sans fin, depuis le 8 juin 1992. Il est bon que nos compatriotes sachent que l'épervier n'œuvrera pas pour le bonheur des poussins de la basse-cour.

La raison de cette pression tient à l'application de l'Accord d'Alger de 2015. Les puissances impérialistes, qui agissent au nom de la communauté internationale, veulent voir notre pays divisé en deux. Si cet objectif n'est pas atteint, la pression continuera à s'exercer sur notre pays. C'est aux Maliens d'être vigilants et de déjouer ce complot ourdi contre notre pays en se donnant les mains pour faire bloc derrière les autorités de la transition. Et

celles-ci n'auront pas d'autre choix que d'entamer des réformes nécessaires pour doter le Mali de nouveaux textes et d'organiser des élections transparentes qui consacreront l'avènement des femmes et des hommes honnêtes, intègres, pour faire face aux nombreux défis auxquels le Mali est confronté depuis l'arrivée au pouvoir des sangues sous le manteau de la démocratie importée.

C'est sous la même pression que le gouvernement de transition de 2012 a signé un accord dit préliminaire à Ouagadougou, en prélude aux négociations devant aboutir à la signature d'un accord avec les nouvelles autorités issues des élections de 2013. La même pression a continué avec le président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) dont le gouvernement a signé, en 2015 l'accord de paix dit d'Alger. Malheureusement pour les parrains de l'accord, l'application a rencontré des difficultés au point qu'IBK s'est fâché quand il a constaté qu'il contient les germes de la division du Mali.

Après le coup d'État du 18 août 2020 contre Ibrahim Boubacar Keïta, la communauté internationale, à sa tête la France, n'a ménagé aucun effort pour qu'un civil soit désigné comme président de transition. Finalement, la pression a eu raison des militaires putschistes. Un colonel à la retraite, en la personne de Bah N'Daw, a été nommé président de la transition.

La France a trouvé ce choix judicieux et une aubaine pour mettre en exécution son plan machiavélique de l'application intégrale de l'accord d'Alger. La preuve ? Le président Macron félicite la gestion de cinq mois de Bah N'Daw à la tête du Mali et dit qu'elle est meilleure aux sept (07) ans de gestion d'IBK. Malheureusement encore pour la France. Le président N'Daw a été évincé du pouvoir, le 25 mai. Colère noire de la France de Macron qui voit ses ambitions de diviser notre pays à l'eau. Elle dresse la Communauté internationale contre la transition dirigée par le colonel Assimi Goïta qui travaille sur les aspirations du peuple malien et non sur un accord imposé pour partager notre pays en deux (02) États. On ne peut pas donner un quitus aux autres et traîner notre pays dans la boue au nom d'un accord taillé sur mesure pour diviser notre pays.

Yoro SOW

Source : L'Inter de Bamako

Mali : Requiem de la françafrique

Les autorités françaises peuvent encore s'amender et rompre avec ce tropisme de l'arrogance et de la prédation en Afrique. Aux injures, pour le cas de Assimi Goïta et Choguel Maïga, se sont ajoutées d'autres outrances verbales injurieuses en totale rupture avec la pratique diplomatique. Cet excès de discourtoisie et de grossièreté permettent de voir la vraie nature des relations que les autorités françaises entendent maintenir encore dans les liens avec l'Afrique francophone. Les dérapages verbaux d'Emmanuel Macron à l'égard des autorités maliennes sont sans précédents dans l'histoire entre les deux pays.



Le postulat de départ de ce système non écrit appelé françafrique qui commande aux relations des autorités françaises, notamment celles de la 5^{ème} République, avec les pays francophones d'Afrique est le suivant : J'en ai le droit par le fait que j'en ai le pouvoir. Le premier commandement de ce système magistralement brutal et "admis" comme mode de gestion ordinaire des relations entre les autorités françaises et celles de ses anciennes colonies d'Afrique sub-saharienne est d'inciter à la soumission dont le refus entraîne l'élimination. Ce fondement des liens entre les autorités de la puissance dominante, accepté par ses paires qui sont dans la même disposition structurelle pour les affaires du monde, et les freluquets du monde, appelés par commodité "pays en développement", demeure une donnée intangible, quasiment dogmatisée. Cette situation a empêché l'émergence d'un bloc constitué de la France

et ses anciennes colonies, réellement indépendantes, pesant d'un poids majeur et décisif sur le cours de l'histoire, sur les affaires du monde. L'Afrique noire francophone aurait pu devenir le grand partenaire de la France dans les grands enjeux géostratégiques en formant un ensemble économique et politique, mais les autorités françaises, par leur volonté d'imposer la soumission et le pillage des ressources aux Africains de façon perpétuelle, et comme seuls préceptes des relations, ont tout mis par terre. Les peuples africains commencent à suppléer aux carences de leurs dirigeants. Les autorités françaises ont fait de ces dirigeants africains des gardes-champêtres auxquels elles octroient des pouvoirs ou qu'elles éliminent, souvent physiquement, du jeu politique au gré des intérêts du moment. Cette instrumentalisation des chefaillons africains a plusieurs ressorts. Pour en faire des pions, on passe par la flatterie, l'intimidation

alliant menaces, chantages, "manipulations médiatiques", injures et assassinats... Les uns sont souvent utilisés contre d'autres. On le voit actuellement avec ces nouveaux tirailleurs et troupes coloniales que sont les dirigeants de la CEDEAO, de l'Union Africaine et de la Francophonie. Les pontes de la CEDEAO pestent contre les dirigeants du Mali au mépris du peuple. Ils ne parlent pas aux noms des peuples d'Afrique, mais se font commis voyageurs de puissances extra-africaines vaurées dans le mercantilisme débridé, la prédation carnassière. La seule règle qui vaille pour ces gens est la gestion du monde selon leurs concepts ou paradigmes. Quand ces maîtres du monde décident que deux plus deux revient désormais à huit, il faut s'y plier sinon on vous embastille. Leurs équations absurdes deviennent la règle. Ils ont décidé que Saddam Hussein fabriquait des armes de destruction massive et sont allés l'assassiner le 30 décembre 2006, on voit le

résultat: l'Etat islamique. Ils ont décrété que Mouammar Kadhafi massacrait une partie de son peuple, ils sont allés l'assassiner le 20 octobre 2011. Dans les deux cas, il s'agissait d'un mensonge ayant pour but de légitimer le meurtre, l'assassinat de Saddam Hussein par les étasuniens; ce précédent imité par les dirigeants français et anglais adoubés par Barak Obama pour tuer Mouammar Kadhafi. Ainsi, l'occident a ouvert une nouvelle ère géostratégique : créer une déstabilisation majeure par les mensonges dont les grandes chaînes audiovisuelles ou radiophonique se font les échos. Et cela marche du feu de Dieu. Personne n'y trouve à redire. Une fois le coup porté, l'assassinat commis, les bons esprits se réveillent et s'indignent, mais trop tard. Les prédateurs ont souvent un coup d'avance sur les indignations d'arrière-garde. Le temps que l'on comprenne pour Saddam Hussein, ils sont passés à Mouammar Kadhafi. Et le temps de découvrir le mensonge, le Sahel est envahi par les armes déversées par l'OTAN en Libye et celle du régime de Kadhafi. Et la tragédie commença et elle continue et se répand. Par ricochet le chaos souhaité s'est imposé au monde. Le Moyen-Orient et le Sahel en sont les épicentres. Ce capharnaüm géographique est utilisé pour justifier la militarisation suivie du pillage des zones concernées. Il n'est nul besoin d'attendre des années pour que s'écrive la vraie histoire. Malgré les circonvolutions mensongères médiatiques, on sait que les Al Qaïda, Daesh, Al Nostra, Al-mourabitoune et

tutti quanti sont des créations d'officines étatiques qui les financent. Le 20 septembre 2021, Marc Eicheinger, ancien agent secret, sur le plateau de "Blast" avec Denis Robert, a affirmé que Boko Haram est une création de la CIA. Cette thèse existe depuis les années 2010 mais elle demeure "très confidentielle". Les médias mainstream n'en parlent pas. Il semble y avoir des complicités croisées. Il est maintenant acté que le Qatar, allié de Total dans le pays, était le bras financier de la destruction de la Libye par les pays de l'OTAN. Ce même Qatar manœuvre au Mali depuis 2011. Alors, cela donne un spectacle bien pitoyable de voir les nouveaux tirailleurs de la CEDEAO, Goodluck Jonathan, Nana Akufo-Addo, entre autres, défiler à Bamako pour relayer les messages de leurs maîtres. Tous ces Africains qui, de facto, forment la "nouvelle troupe coloniale" qui guerroye contre d'autres Africains soupçonnés de vouloir s'affranchir du carcan de cet occident autoproclamé "communauté internationale". Cet occident impliqué ou acteurs directs de tous les génocides depuis le XVIIème siècle. Quelle diablerie! On nous exhorte à prendre les vessies pour des lanternes et on exulte! Comme si le Mali n'appartenait plus à son peuple. Ce peuple, bien meurtri, bien affaibli, constate cependant que les dirigeants de la transition manifestent et ont commencé à poser des actes allant dans le sens de la justice sociale et de la paix sociale voulues par nos populations de Kayes à Kidal.

L'amorce d'une curée géographique

Et ce peuple constate une volonté farouche de ces gens-là d'abattre les responsables de cette transition. Dans certains milieux, on déteste l'Africain patriote, Laurent Gbagbo en sait quelque chose, beaucoup d'autres en sont morts. Encore une diablerie. Le constat du comportement hallucinant de la force Barkhane qui interdit à l'armée malienne de survoler une large partie de l'espace aérien du pays, même pour prendre en chasse des mercenaires qui massacrent nos populations civiles renforce la défiance à l'égard de la France. L'armée malienne est obligée de déposer une demande de survol du territoire malien auprès de Barkhane 24 heures avant. Choguel Kokalla Maïga, le Premier ministre l'a dévoilé. Qui a contesté ? Je n'ai pas vu, entendu un seul instant une information allant dans ce sens au niveau des grands médias en France. Ils détournent le regard dans ces cas. Ainsi les tueries peuvent continuer, les populations tyrannisées et tétanisées par la peur refluent vers le sud. On vide le nord et le centre d'une partie de sa population. On peut aisément deviner la suite : l'amorce d'une curée géographique. Le Mali est devenu le pays-monde, tout le monde est venu, il ne faut pas rater le partage du gâteau. Takuba amène l'OTAN dans le jeu, il ne manque plus que les pingouins, les kangourous et les grizzlis, walaférékéwalagnakami... Curieusement les nouveaux tirailleurs de la CEDEAO, cette troupe coloniale composée de gardes-champêtres zélés, s'acharnent, il faut que les élections aient lieu en février 2022. Sinon foudre, poudre et tonnerre dégringoleront sur le peuple malien. Soit dit en passant, les autorités maliennes viennent d'accorder 72 heures au représentant de la CEDEAO, Hamidou Boly, pour quitter le territoire malien le 25 octobre 2021. On en oublierait que le pays est en guerre pour retrouver sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. On en oublierait que les décisions souveraines viennent du peuple, pas d'instances ou de dirigeants étrangers. Cette volonté des dirigeants de la transition de reprendre les territoires perdus aux amis "djihadistes" du Qatar et de quelques pays de l'OTAN ne plait pas du tout dans certaines chancelleries. L'impression donnée est qu'il existerait une volonté d'empêcher les Maliens



de gérer réellement leur pays. Un kidnapping pur et simple. On essaie d'imposer un légalisme de façade en demandant le respect du calendrier de février 2022 au mépris du souhait des Maliens qui priorisent l'instauration de la paix et la justice. Faire des élections dans un pays en guerre est un piège. Les zones qui ne sont pas encore sous contrôle effective de l'État pourraient arguer de ce fait pour revendiquer une partition ou refuser de reconnaître les autorités issues de ces élections qui seraient limitées à une partie du territoire national. Comme le disait Aimé Césaire à propos de la colonisation et de la civilisation : "La malédiction la plus commune en cette matière est d'être la dupe de bonne foi d'une hypocrisie collective, habile à mal poser les problèmes pour mieux légitimer les odieuses solutions qu'on leur apporte". Aujourd'hui la France voit les limites de l'alliance avec les Anglo-Saxons qui ne fonctionne pas lorsque les intérêts sont divergents. L'exemple récent est la crise des sous-marins entre Français, Etasuniens, Anglais et Australiens. La France s'est fait rouler dans la farine par ses amis de l'OTAN étasuniens et anglais qu'elle a choisi de rejoindre dans le commandement intégré de l'OTAN sous le "règne" de Nicolas Sarkozy, membre du parti gaulliste alors même que De Gaulle avait décidé de quitter ce commandement le 21 février 1966, lors d'une conférence de presse à Paris en prenant le soin de garder l'alliance avec les USA. Les premières loupées remontent loin, mais la période d'après-guerre en 1945 est emblématique de ce gâchis énorme préparé et mis en scène par De Gaulle et son âme damnée Jacques Foccart. Les massacres de populations civiles au Burkina Faso, Mali, Niger par des mercenaires payés pour ce job macabre, soulèvent moins d'indignation dans l'opinion internationale que le massacre d'animaux ou la cruauté contre eux. Je ne prétends que l'animal mérite des actes indéfendables, mais lorsqu'on s'émeut plus du sort des animaux que celui des hommes il y a un problème d'hierarchisation pour le moins incongru.

Les dérapages verbaux de Macron

Ces populations, comme beaucoup de militaires des trois pays, sont tués et enterrés dans l'anonymat quasi total. De pauvres jeunes, ces hommes de rang français, sont en-



trainés dans une guerre dont ils ne comprennent rien, dont ils ne savent rien des dessous. Mais, au moins, quand ils tombent, de grandes cérémonies sont organisées, c'est leur moment de gloire devant toute la nomenclatura militariste qui les utilise pour des fins nauséuses. Les autorités françaises peuvent encore s'amender et rompre avec ce tropisme de l'arrogance et de la prédation en Afrique. Aux invectives, pour le cas de Assimi Goïta et Choguel Maïga, se sont ajoutées d'autres outrances verbales injurieuses en totale rupture avec la pratique diplomatique. Cet accès de discourtoisie et de grossièreté permettent de voir la vraie nature des relations que les autorités françaises entendent maintenir encore dans les liens avec l'Afrique francophone. Les dérapages verbaux d'Emmanuel Macron à l'égard des autorités maliennes sont sans précédents dans l'histoire entre les deux pays. Un de ses angles d'attaque est la stigmatisation des deux coups d'État. Le fait est que le président actuel de la transition au Mali dispose d'une légitimité populaire beaucoup plus large que celle de son prédécesseur qui ne disposait plus que d'une légalité, d'une légitimité légaliste, mais loin d'être populaire. Pour preuve, les manifestations quotidiennes appelant à son départ en 2020. Emmanuel Macron avait été élu en 2017 avec 20 743 128 de voix sur 47 582 183 d'inscrits, soit 43,59%. Ce pourcentage est encore plus faible lorsqu'on le rapporte à la population totale de l'époque, 66 990 826. Dans ce dernier cas, il s'effondre à

30,96%. Ainsi, lui-même ne dispose que d'une légitimité légaliste, il n'a pas été élu par la majorité des Français inscrits sur les listes électorales. Le système majoritaire permet l'élection d'un président qui ne dispose pas de la légitimité populaire en France comme dans beaucoup de pays qui se sont auto-proclamés démocratiques. De plus, il était face à Marine Le Pen de l'Extrême droite, donc il avait un boulevard devant lui, mais seulement 43,59% du corps électoral lui a apporté son soutien, et beaucoup l'ont fait pour empêcher l'extrême droite de prendre le pouvoir. Donc il n'y a pas de quoi pavoiser, pas de quoi flamboyer. Mais l'homme se moque comme d'une guigne de la modestie, il tonitruait en "premier de cordée". Je paraphrase ses propres terminologies du 29 juin 2017 à l'inauguration de "Station F" : face à "ceux qui ne sont rien", il fait partie de "ceux qui réussissent". Avec un homme de ce calibre, la France est dans de beaux draps. Mais elle ne le sait pas encore. Ces vizirs de la françafrique gagneraient à méditer sur le fait que les peuples ont toujours imposé le crépuscule des vanités. Il faut donc encore et encore appeler à la fédération des peuples d'Afrique. A cette françafrique, le requiem de Mozart n'est guère indiqué. Il nous faut le requiem de Mor Lam comme décrit par Birago Diop.

Yamadou Traoré / Analyste politique

Source : L'Aube

Les Chroniques du Doyen : Cheikh Tahirou Doucouré, le messager de la paix (Par Majib Sène)

Dans le cadre du financement de toute la chaîne de production du film, un mécène a lancé un fonds de soutien à la production cinématographique. Dénommé Fonds Gambéré Ernest de production de films promouvant la culture du développement de l'Afrique, son lancement officiel a eu lieu à Ouagadougou à la faveur de la 27^e édition du Fespaco.

C'est dans sa paisible retraite de Malicounda commune située à quelques encablures de la ville de Mbour, que le professeur en sciences islamiques Cheikh Tahirou Doucouré a célébré le baptême du Prophète Mouhammad (Psl). En raison de la

Covid-19, le grand rassemblement qui se faisait d'habitude dans sa vaste demeure où se trouve le mausolée de son vénéré père, a été réduit au minimum. C'est un après midi de prières intenses pour la paix au Sénégal, en Afrique et dans le monde que le Cheikh a initié

entouré par des oulémas et quelques disciples d'une remarquable envergure religieuse.

La paix est un thème qui lui est cher en sa qualité de grand guide religieux, grand vecteur d'humanisme de bon aloi. Sa vaste culture et sa parfaite maîtrise des sciences islamiques, font qu'il s'est converti en homme de paix qui est l'une des bases fondatrices de la religion du Prophète Mouhammad (Psl). Cheikh Tahirou Doucouré apparaît à mes yeux comme un excellent conducteur d'hommes dans la droiture, dans la soumission totale à Dieu, dans le travail et dans le respect absolu des enseignements de l'Intercesseur Psl.

Nourri et éduqué dans le sérail originel du Mahalisme, il est aux antipodes de la violence et de tout ce qui entrave la paix fondement de l'islam. La particularité de Cheikh Tahirou Doucouré, c'est la constance dans ses convictions, son amour pour la culture sous toutes ses coutures, son patriotisme sans tâche et son ouverture aux vents féconds accueilleurs de progrès. Il a une exceptionnelle ca-

LES CHRONIQUES DU DOYEN





pacité d'écoute pour ne point contrarier son interlocuteur, signe de sa grandeur d'âme et d'esprit comme en donnent l'exemple tous les hamalistes du monde. Pour l'avoir connu et fréquenté en plusieurs occasions, j'ai constaté combien sont immenses ses connaissances et sa parfaite maîtrise du français de l'arabe et de l'anglais. Dans ces disciplines, il porte les prestigieux habits des orfèvres sans pourtant jamais aller à l'école des occidentaux. Son rayonnement spirituel dépasse les frontières

de son pays comme en témoignent les milliers de fidèles d'ici et d'ailleurs tous avides de ses prières

L'une de ses brillantes études scientifiques porte sur l'héritage dont tout le monde parle et que seuls, quelques privilégiés maîtrisent. L'étude est tellement importante qu'elle est enseignée dans la plupart des pays arabes. C'est dire qu'en lui, nous possédons une source intarissable de connaissances diverses et variées dans les domaines de la théologie,

des mathématiques et des sciences islamiques. La politique ne lui est pas étrangère car, pendant plusieurs années, il a siégé au conseil des ministres dans le gouvernement du Président Senghor dont il était, par ailleurs, le conseiller privilégié. Des manœuvres souterraines fomentées depuis la France, ont précipité sa séparation totale d'avec Senghor au détriment de ce dernier.

Se rappelant les paroles évangéliques de Édouard Daladier selon lesquelles la politique n'est ni une morale, ni une logique mais une dynamique généralement irrationnelle, Il a accepté le coup du sort avec philosophie convaincu que les regrets ne viendraient pas de lui. La suite des événements lui a donné raison car le Sénégal n'a pas beaucoup bénéficié de ses vastes connaissances.

Pour ceux qui ne le savent pas, le hamalisme est une branche de la confrérie Tijanya fondée par Chérif Cheikh Amala dont le siège est établi à Nioro du Sahel, République du Mali.

Il est établi que Cheikh Tahirou est l'un des héritiers les plus probants de Cheikh Hamala tant il est vrai qu'il continue avec la détermination qui anime les bâtisseurs d'empires, de propager partout dans le monde, l'œuvre pharaonique de ce dernier. Il convient, dans le cadre que voilà, de voir en lui le fidèle continuateur attiré de l'œuvre de son valeureux maître.

Le mawlid 2021 a été l'occasion une nouvelle fois pour lui, de mettre l'accent sur la grandeur, la noblesse et le rayonnement du prophète Mouhammad (Psl) à qui Dieu a tout donné. C'est la raison pour laquelle, il vit et respire pour lui, de jour comme de nuit tant il vénère la dimension insondable du messenger d'Allah Swt.

A Dakar comme à Malicounda, il a parlé le même langage sur la mission du Prophète (Psl), sur la paix et sur notre devoir de soumission totale à Dieu. Parlant des choses de ce monde, il a annoncé que par la volonté d'Allah swt, Macky Sall peut, soit achever son mandat, soit obtenir un troisième mandat. Seul Dieu, Maître de l'univers, a le pouvoir de décision sur tout.

Plaise donc à lui de prendre, par la grâce de Taha (Psl), les meilleures décisions pour le Sénégal.

Majib Sène



Climat : Pourquoi le charbon freine les engagements du G20

Le sommet du G20, qui s'est tenu à Rome ce week-end, été décevant sur le climat : les pays riches sont tombés d'accord sur les objectifs de réduction des émissions de carbone, mais pas sur les moyens d'y parvenir, alors qu'on espérait un accord sur la sortie du charbon. Pourquoi sont-ils si attachés à cette énergie du passé ?

Pour limiter le réchauffement à 1,5 degré comme le G20 s'y est engagé, il faudrait fermer 3 000 centrales au charbon d'ici 2030, selon l'institut de recherche Transition Zero. Or, pour le moment, la seule concession faite par les vingt pays les plus riches de la planète dans leur communiqué final concerne les futures centrales : ils s'interdisent de les financer à l'étranger. Une promesse très symbolique, puisque les installations ultramodernes moins polluantes en sont exclues, puisqu'ils pourront continuer à en construire chez eux. Si le résultat du G20 est aussi limité sur ce sujet, c'est d'abord parce que ce club regorge de gros consommateurs de charbon. Plus de la moitié de ses membres font partie des dix premiers consommateurs mondiaux.

La Chine, l'Inde et l'Indonésie, trois pays dont l'essor est

basé sur le charbon

L'Indonésie pourrait l'abandonner d'ici 2040, a laissé entendre Boris Johnson ; en revanche, ni la Chine ni l'Inde n'envisagent une telle révolution. C'est grâce au charbon qu'elles se sont enrichies, qu'elles ont intégré le club très sélect du G20. Pour ces deux pays, il est bien trop tôt pour s'en passer. Le prix à payer en termes de croissance à court terme est jugé beaucoup trop élevé. Et avec la flambée récente des prix de l'électricité et les pénuries de courant, Pékin veut plus que jamais privilégier la sécurité de ses approvisionnements. Or, la Chine dispose encore de réserves substantielles de coke. La Turquie et la Russie se sont également opposées à un calendrier contraignant sur cette ressource bon marché qu'ils ont en abondance dans leur sous-sol pour couvrir une partie de leurs besoins énergétiques.

L'Australie, fervent avocat du charbon

L'Australie est le premier exportateur mondial de charbon, il n'est donc pas dans son intérêt de voir la consommation diminuer dans les prochaines années. Ce pays, aujourd'hui en froid et qui ne vend plus une brique à la Chine à cause de leur brouille diplomatique, a cependant un agenda commun avec Pékin sur l'avenir de cette énergie. La Russie, à la fois consommatrice et exportatrice, est sur la même ligne. Enfin, pour d'autres motivations, d'autres pays occidentaux défendent encore et toujours le charbon.

Les États-Unis, les troisièmes consommateurs au monde et aussi de grands exportateurs, ont déjà fermé 200 centrales depuis le début des années 2000, mais ils avancent lentement, pour protéger leur industrie minière et surtout pour satisfaire son gisement d'électeurs. En Allemagne, on ouvre encore de nouvelles mines pour alimenter des centrales électriques à proximité de Cologne. Elles sont indispensables pour la transition énergétique depuis que les Allemands ont abandonné le nucléaire. Il y a donc, au sein du G20, un faisceau d'intérêts communs pour soutenir cette industrie, quoi qu'il en coûte pour le climat.

Source : RFI

Éthiopie : Les rebelles tigréens affirment être entrés dans la ville de Kombolcha

En Éthiopie, les rebelles tigréens semblent continuer leur avancée en région Amhara. Les combats se poursuivent dans la ville de Dessie et ses environs. Les rebelles tigréens sont entrés dans l'agglomération de 200 000 habitants samedi, mais ne la contrôlèrent pas encore entièrement. Dans la foulée, ils sont aussi entrés dans la grande ville voisine, Kombolcha. Leur progression rapide de ces trois derniers jours inquiète à Addis-Abeba. Dimanche soir, le gouvernement a démenti la prise des deux villes affirmant que de « violents combats » étaient en cours.



La situation militaire reste floue dans cette région du Wollo, situé à 400 km au nord d'Addis-Abeba.

Si l'on sait que les rebelles tigréens sont entrés dans les deux principales villes régionales, Dessie et Kombolcha, difficile de savoir s'ils les contrôlent complètement, notamment à cause de la coupure des télécommunications.

Difficile aussi d'estimer la force de frappe de l'armée fédérale, qui assurait lancer une contre-offensive.

Le gouvernement éthiopien a démenti dimanche soir les revendications des rebelles tigréens concernant la prise de deux villes stratégiques du nord du pays, affirmant que ses soldats se battaient encore pour le contrôle du territoire. « Il y a actuellement de violents combats sur les fronts de Dessie et de Kombolcha », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Legesse Tulu, lors d'une conférence de presse.

Ce qui ressemble de plus en plus à un coup

de force des rebelles tigréens, pourrait un peu plus leur dégager la voie vers le sud et donc vers Addis-Abeba.

Quelques leaders tigréens font de la capitale leur objectif militaire, mais une source bien informée assure que d'autres membres du TPLF regarderaient à l'Est. Ils chercheraient plutôt à couper la route qui relie Addis-Abeba

à Djibouti pour mettre fin au blocus du Tigré. Dans leur progression, les rebelles tigréens pourraient être aidés par une autre insurrection, devenue son allié. L'Armée de Libération Oromo prétend avoir conquis une ville à une cinquantaine kilomètres au sud de Dessie.

Source : RFI



Éric Zemmour : Ou l'Afrique en bouc-émissaire !

En Éthiopie, les rebelles tigréens semblent continuer leur avancée en région Amhara. Les combats se poursuivent dans la ville de Dessie et ses environs. Les rebelles tigréens sont entrés dans l'agglomération de 200 000 habitants samedi, mais ne la contrôlèrent pas encore entièrement. Dans la foulée, ils sont aussi entrés dans la grande ville voisine, Kombolcha. Leur progression rapide de ces trois derniers jours inquiète à Addis-Abeba. Dimanche soir, le gouvernement a démenti la prise des deux villes affirmant que de « violents combats » étaient en cours.

La France médiatique vit au rythme de Zemmour. Il impose les sujets. Depuis quelque temps, l'actualité c'est lui. Ou presque. Pour ceux qui ne le connaissent pas, Eric Zemmour est un journaliste, polémiste et désormais homme-politique français. Il est réputé pour son nationalisme et son franc-parler, qui lui valent autant de supporters que de critiques. Plusieurs fois condamné pour racisme notamment, l'homme se présente comme une victime des juges et des bien-pensants.

Cela dit, il est très curieux que les médias africains ne s'intéressent pas assez à ce personnage qui, selon certains sondages, a de fortes chances d'être le prochain président de la République française. Pourtant, l'Afrique n'est pas absente de ses discours. Il estime que les immigrés d'Afrique noire, notamment, contribuent à l'appauvrissement économique et au déclin culturel de la France. Il propose, conséquemment, d'arrêter l'immigration, de supprimer les avantages sociaux accordés aux immigrés, et le changement de prénom à ceux qui voudraient devenir français. On ne peut en vouloir à Zemmour d'aimer la France. Cependant, on est en droit d'interroger la rigueur de ses analyses et son honnêteté intellectuelle. En effet, on ne l'entend pas assez sur le rôle de la France dans la déstabilisation des pays d'origine des immigrés, pas plus qu'il n'aborde le soutien de son pays aux régimes impopulaires africains, qui obligent nombre d'individus à l'exil. Tout se passe comme si, pour Éric Zemmour, les immigrés arrivaient en France, uniquement, parce qu'il y ferait bon vivre. Il n'hésite pas à parler d'« envahissement » des immigrés. Pourtant, « toutes les études montrent que la majorité des migrants internationaux originaires de pays africains se déplacent à l'intérieur du continent africain. Le partage mondial des responsabilités des réfugiés est loin d'être égal. À l'échelle mondiale, les pays africains accueillent une grande partie des ré-



fugiés et des déplacés internes » (Achille Mbembe, Les nouvelles relations Afrique-France : Relever ensemble les défis de demain, Octobre 2021, p. 96).

Autrement dit, l'Afrique se trouve à gérer les méfaits de la politique internationale de certaines puissances, dont la France. Témoin, l'intervention militaire en Libye. Elle fut incontestablement la plus belle erreur, le plus grand dommage causé à l'Afrique entière depuis Sarkozy. Si le Mali peine encore à retrouver la paix et la stabilité, si les jeunes maliens tentent l'immigration, les agissements de la France y sont pour quelque chose. Pour Zemmour, la question est ailleurs : « Ce genre de guerres, dit-il, [la guerre du Mali] ne se gagne jamais. Il faut simplement nous protéger nous [la France] et ne pas favoriser l'immigration de ces personnes [les maliens et leurs voisins] ». (Compte Twitter de Zemmour, publication du 26 juin 2021). C'est dire. Témoin, ensuite les contrats miniers, largement léonins, qui

lient la France à certains pays africains ; lesquels contrats empêchent leur décollage économique et favorise l'immigration. De ce côté-ci, Zemmour botte en touche. Témoin encore, les milliards africains, détournés par certains dirigeants, déposés dans les banques françaises. Ces fonds - dont la France ne peut absolument pas ignorer l'origine-, auraient pu servir à créer des hôpitaux, des écoles et autres infrastructures. C'est-à-dire à générer des emplois, donc, à éviter l'immigration. A ce sujet, Zemmour fait toujours l'impasse. Pourtant, il lui faudra regarder la réalité en face. Pour un homme qui aspire à diriger un pays étroitement lié à l'Afrique, ses analyses sont simplissimes et ses solutions émotives. Il est temps que la diaspora africaine, les français honnêtes et la presse africaine s'érigent en contre-poids, face à Zemmour. L'homme qui traite la victime en bouc-émissaire.

Malik Wogo

Avec Bamba Dieng et Pape Gueye : Le Sénégal brille à Marseille

Vainqueur 1-0 à Clermont ce dimanche 31 octobre en clôture de la 12e journée de Ligue 1, l'Olympique de Marseille, nouveau troisième, a pu encore compter sur l'apport de deux joueurs sénégalais en forme depuis le début de saison : Bamba Dieng et Pape Gueye qui a choisi de porter les couleurs du pays d'origine de ses parents.

La tanière s'agrandit sur la Canebière, avec un nouveau Lion qui vient d'opter pour le Sénégal : le milieu de terrain Pape Gueye. Natif de Montreuil à l'Est de Paris, sélectionné dans les équipes de jeunes avec les Bleus, le joueur de 22 ans a donné son feu vert au sélectionneur Aliou Cissé. L'ancien Havrais espère désormais disputer la Coupe d'Afrique des nations en janvier au Ca-

meroun avec son coéquipier à Marseille Bamba Dieng.

Dieng s'affirme

L'attaquant de 21 ans, titulaire à Clermont ce dimanche 31 octobre (0-1), a raté une grosse occasion, avant d'initier l'action du but marseillais du Turc Cengiz Under. Avec trois buts

marqués en septembre en Ligue 1, Bamba Dieng a été l'une des révélations de ce début d'exercice 2021-2022, au point d'être sélectionné à deux reprises avec le Sénégal début octobre.

Le natif de Pikine, formé à Diambars, académie partenaire de l'OM depuis deux ans, a toutes ses chances d'être de nouveau appelé pour le prochain rassemblement dans une semaine.

La piste Boubacar Kamara

Lui et Pape Gueye pourront tenter de convaincre ces prochains mois un troisième Marseillais de rejoindre les Lions de la Teranga : Boubacar Kamara. Le capitaine de l'OM ce dimanche en Auvergne, n'a pas cédé aux sirènes sénégalaises. Pour l'instant.

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Une activité récente peut vous demander de prendre un risque. Récemment, vous avez donné beaucoup de votre personne et la fatigue s'est accumulée avec l'ingratitude. Songer à changer de poste vous préoccupe de plus en plus, mais des étapes sont nécessaires.

Il règne un risque de dépenses liées à des frais divers et vous ne pouvez résister aussi aux nombreuses sorties qui tombent sans crier gare. Si des dépenses se présentent, essayez d'échelonner vos règlements pour garder l'équilibre dans votre budget.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous exercez un certain magnétisme sur vos proches collaborateurs. Votre projet est encensé par votre auditoire. Vous défendez becs et ongles vos objectifs. On vous remarque, une nouvelle offre arrive à point nommé. Vos sacrifices paient enfin.

C'est assez positif pour vos finances, vos comptes ne sont pas en si mauvaise forme que vous auriez pu le croire. Vous consultez vos comptes et vous trouvez qu'ils se portent plutôt bien, ce qui vous met de bonne humeur pour le reste de la journée.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un nouveau poste peut se présenter et vous demander d'acquiescer des techniques nouvelles. Vous abordez la situation avec sérénité, mais pourtant vous craignez l'échec. Des doutes alternent avec la volonté d'avancer. Un de vos collègues peut vous épauler.

Votre relation à l'argent est en train de changer. Vous dépensez souvent dès qu'un article vous plaît, vous cédez. Les tentations sont grandes et y résister demande des efforts. Le climat est favorable à des frais pour des loisirs ou un voyage d'agrément.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous saurez vous faire respecter ! Vous démontrerez une confiance en vous inhabituelle qui surprendra vos interlocuteurs. Cela vous donnera un avantage, vous réussirez à faire passer vos idées sans trop de difficultés. Croyez en vous ! Le secteur de vos finances est très dynamisé ! Il ne reçoit pas moins de quatre planètes, autant dire qu'il y aura du mouvement sur vos comptes. L'argent rentre, mais il peut aussi sortir si vous ne faites pas plus attention à ce que vous achetez. Regardez les étiquettes, comparez les prix !



Lion (22 juillet - 23 août)

otre évolution professionnelle est en bonne voie. Vous réalisez ne plus pouvoir travailler sous une personne donnant des directives. Vous appréciez de manoeuvrer dans vos tâches en prenant des initiatives. Vous recherchez un poste où vous pouvez créer.

Des coups de coeur peuvent survenir devant des boutiques. Les accessoires, les gadgets ou vêtements peuvent faire partie des dépenses très inattendues. La prudence est à conseiller pour préserver de la trésorerie et si vous sortez, fixez-vous un budget limité.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous vous éclatez dans votre emploi. Bonne nouvelle cela se ressent ! On mise sur vous. Une bonne étoile veille sur vous. Vous êtes comme un aimant, vous attirez les bonnes opportunités. Profitez-en pour vous attaquer à des projets beaucoup plus ambitieux.

Les questions financières sont au centre des discussions familiales aujourd'hui. Vous ne pourrez pas éviter les risques de friction, mais très vite vous saurez comment faire pour calmer les esprits. Un retour au calme est rapidement prévu.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Surchargé ! Du moins, si vous êtes à votre poste. Le travail s'accumule et les conditions pour le réaliser ne sont pas des plus faciles ni des plus sereines. Vous ne vous ôtez pas de la tête que l'on cherche à vous mettre des bâtons dans les roues...

De l'argent, vous en avez. Cependant, vous avez également toujours quelque chose à acheter, à payer, à rembourser, bref, Jupiter est bien sympathique, mais il exagère vos sorties d'argent tout autant qu'il vous en donne !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

La confiance en vous ouvre des portes. Des relations entre collaborateurs sont profitables à votre avancement, car l'un d'eux peut vous épauler et s'avérer un piston pour gagner un poste intéressant. Une chance inattendue peut se présenter dans votre parcours.

Ne jetez pas votre salaire par la fenêtre dans des frais peu urgents. Avec Jupiter en Sagittaire, vous devez faire attention à votre générosité qui concourt à des dépenses. La gourmandise, de bons repas ou de la nourriture haut de gamme peuvent vous attirer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous manquez de motivation dans la réalisation de vos objectifs et de vos projets. Il est impossible pour vous de prendre une quelconque décision, vous confiez certaines tâches à l'un de vos collègues. Vous avez un grand besoin de vacances.

Aucune dépense superflue ne vient contrarier l'équilibre financier. Vous avez su anticiper, c'est comme si vous aviez déjà tout planifié d'avance. En cherchant bien, vous devriez même trouver quelques petites économies cachées dans un tiroir.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Les échanges avec vos collègues peuvent faire apparaître une pointe de rivalité professionnelle qu'il faut combattre dès à présent. Des moments d'entente avec un collègue peuvent vous aider à finaliser plus vite une tâche qui mobilisait beaucoup d'énergie.

Les dépenses sont inévitables et s'adressent à des sorties d'argent inattendues. Des invitations lancées par des amis entraînent ces frais qui s'associent à des charges liées au quotidien. Des concessions continuent d'être demandées pour garder l'équilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Changement, nouveaux projets, les choses bougent. De plus, le climat se veut rassurant, sympathique. Les rapports avec vos collègues sont encourageants, solidaires. Votre capital sympathie génère des intérêts !

Ne cédez pas aux achats impulsifs et si vous devez effectuer un achat important, vérifiez que vos comptes pourront supporter cette dépense. Ne vous engagez pas à l'aveugle, c'est le meilleur moyen pour créer des ennuis bancaires !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23